



Chambre des communes
CANADA

Comité permanent du commerce international

CIIT • NUMÉRO 042 • 1^{re} SESSION • 39^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mardi 30 janvier 2007

Président

M. Leon Benoit

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Comité permanent du commerce international

Le mardi 30 janvier 2007

•(1110)

[Traduction]

Le président (M. Leon Benoit (Vegreville—Wainwright, PCC)): Bonjour tout le monde. Bon retour à tous et bienvenue aux nouveaux membres du comité. Nous sommes ravis de vous avoir parmi nous.

Nous reprenons notre étude de la politique commerciale du Canada. Nous recevons aujourd'hui l'ambassadeur du Chili Eugenio Ortega qui est accompagné de Paola Ansietta, son interprète.

Nous allons commencer tout de suite. Son excellence a un exposé avec diapositives et, comme d'habitude, nous pourrons ensuite lui poser des questions.

Excellence, si vous voulez commencer, la parole est à vous.

S.E. Eugenio Ortega (Ambassadeur, Ambassade du Chili): Merci beaucoup.

Je tiens à remercier le président du Comité permanent M. Léon Benoit ainsi que les députés de leur aimable invitation.

C'est une rencontre très importante pour nous. Nous fêtons cette année le dixième anniversaire de l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange entre le Canada et le Chili. Nous tenons à célébrer cet événement parce que c'est le premier accord de libre-échange entre un pays émergent et un pays du G-8. C'est très important pour le Canada ainsi que pour le Chili, et surtout pour le Chili.

[Français]

Je veux remercier le président du comité, M. Leon Benoit, et tous ses membres de me donner l'occasion de présenter quelques données sur notre situation économique et sociale. Cette invitation est très importante pour nous.

Je crois que mon pays a beaucoup profité du traité de libre-échange. C'est aussi un geste, nous le sentons, à l'endroit de notre pays et de notre présidente, Mme Michelle Bachelet.

Cette année, c'est le 10^e anniversaire de l'accord de libre-échange entre le Canada et le Chili et nous sommes prêts à célébrer cet événement.

[Traduction]

Tout d'abord, quelques données de base: le Chili se situe dans l'hémisphère sud, sur une longue et étroite bande de terrain qui va du désert d'Atacama dans le nord jusqu'à l'Antarctique dans le sud et à l'ouest l'île de Pâques, jusqu'à la Polynésie dans le Pacifique.

Voici maintenant quelques chiffres: nous avons une superficie de 750 000 km carrés; une longitude de 4,290 km, même distance qu'entre Vancouver et Ottawa. Notre population est de 15,7 millions, notre PIB de 115 milliards de dollars américains. Notre revenu par habitant est de 7 430 \$US, mais notre parité de pouvoir d'achat est de 12 000 \$.

Pour ce qui est de notre politique économique, le Chili a modifié son modèle de développement qui reposait sur un passé où l'État jouait un rôle primordial et où les importations étaient destinées au marché interne. Nos principales réformes sont les suivantes: réformes économiques avec libéralisation des prix et des marchés, privatisation de nombreuses entreprises publiques, consensus sur le rôle clé du secteur privé dans le système de production, ouverture aux investissements étrangers et faibles tarifs extérieurs.

Les politiques gouvernementales visent à renforcer le rôle de réglementation de l'État afin d'assurer une concurrence équitable et la transparence; le maintien de règles stables claires et non discriminatoires; la réduction de la pauvreté; la défense de l'égalité des chances et la préservation de la stabilité macroéconomique.

Nous avons depuis assez longtemps de solides politiques macroéconomiques. La politique monétaire repose sur un cadre ciblant l'inflation visant à contenir l'inflation entre 2% et 4% définie par une banque centrale indépendante un taux de change flexible et une politique de stricte discipline financière. Nous avons une règle d'excédent financier structurelle de 1% du PIB depuis 2000.

Notre pays a pour politique de renforcer la capacité d'innovation et l'entrepreneuriat, surtout dans le secteur des PME. Les investissements étrangers sont un moteur de croissance. Comme nous avons une économie ouverte aux investissements étrangers, nous reconnaissons l'importance de la politique étrangère comme moteur de croissance. Nous devons nous employer à faire régner la transparence et le fair play sur les marchés mondiaux et c'est la raison pour laquelle il nous faut des règles qui s'appliquent également à tous les pays.

Le Chili est ouvert aux investissements étrangers. Le Chili doit attirer des investissements pour accroître l'accumulation de capital, élargir ses activités économiques, créer de l'emploi et transférer de nouvelles technologies. La stabilité politique et économique ainsi que des régimes libéraux concernant les investissements étrangers ont attiré beaucoup d'investissements étrangers directs (IED) depuis 1990. Aujourd'hui, le Chili a reçu 61 milliards de dollars grâce aux accords de libre-échange, comme vous pouvez le voir: 61 milliards de dollars d'investissements étrangers directs, près de 87 p. 100 de plus que en 1990 lorsqu'a vu le jour le modèle démocratique.

•(1115)

Pour ce qui est des investissements directs, vous voyez sur ce graphique que le secteur principal est celui des mines avec 33 p. 100, suivi de l'électricité, du gaz et de l'eau avec 19,2 p. 100 puis de l'industrie chimique avec 14,9 p. 100.

Par pays d'origine, vous constatez que le Canada arrive au troisième rang pour les investissements étrangers directs. Je tiens toutefois à signaler que si nous incluons 2006, le total atteint presque 9 milliards de dollars américains.

Quant à ce que cela a rapporté au Canada, depuis l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange, les investissements canadiens au Chili ont rapporté 5 milliards de dollars américains.

Si l'on regarde ce que cela représente par an et par secteur, on constate qu'en 2006, le total des investissements étrangers canadiens était supérieur à 9 milliards de dollars.

Au Chili, il y a plus de 1000 entreprises canadiennes qui oeuvrent dans différents secteurs, pas seulement dans les mines.

Pour ce qui est de notre politique commerciale, il y a plus de 30 ans, le Chili a opté pour un modèle d'économie ouverte sur le commerce extérieur. Le Chili dépend beaucoup du commerce extérieur. Les exportations et les importations représentent environ 55 p. 100 de notre PIB. Le commerce extérieur est un élément important de notre stratégie de développement économique et social, de notre croissance économique, de l'emploi, de la réduction de la pauvreté et de l'égalité des chances.

Nous poursuivons activement une politique de libéralisation commerciale à trois volets. Pour ce qui est de la libéralisation unilatérale, nous avons un tarif unique de 6 p. 100 mais le tarif moyen réel se situe à 1,7 p. 100 sur les produits et services du fait de diverses ententes de libre-échange signées par le Chili.

Au palier multilatéral, nous faisons partie de l'Organisation mondiale de commerce. Nous y sommes très actifs. Nous avons aussi des ententes bilatérales et régionales.

Nous avons deux types différents d'accords commerciaux: les accords complémentaires et les accords de libre-échange. Les accords complémentaires sont limités à certains produits et services. La diminution des tarifs en vertu de l'entente de libre-échange se fait au cours d'une période donnée. Ces accords ont une force obligatoire et comportent une série de normes complémentaires telles que des ententes sur la main-d'oeuvre, sur l'environnement, sur la double imposition et sur les achats publics, notamment.

Vous voyez que nous avons une population cible de près de 4 milliards et un potentiel de PIB mondial de près de 31 milliards pour nos produits du fait de nos accords de libre-échange.

• (1120)

Le Chili a eu une politique de commerce extérieur équilibré entre différentes régions du monde. Nos principaux marchés régionaux sont l'Amérique latine et l'Asie, qui représentent chacun 28 p. 100 du total de nos échanges, suivis de l'Europe, avec 22 p. 100 et de l'Amérique du Nord, avec 18 p. 100.

Nos principaux marchés sont, tout d'abord les États-Unis, puis la Chine, le Japon, le Brésil, l'Argentine, la Corée, le Mexique, l'Allemagne et le Canada. L'accord de libre-échange entre le Canada et le Chili a été signé en 1996. Cette année-là, le total des échanges représentait 757 millions de dollars canadiens. En 2006, ce total a plus que triplé, pour atteindre 2,1 milliards de dollars canadiens. Entre 1996 et 2005, les importations canadiennes au Chili sont passées de 342 millions de dollars à 1,7 milliard de dollars canadiens. Les exportations canadiennes ont augmenté pour leur part de 10 p. 100. Les entreprises canadiennes ont des attaches très solides avec le Chili. Elles ont confiance dans les normes et les institutions chiliennes.

Depuis la signature de l'accord, il n'a pas été utile de recourir au règlement de controverses parce qu'il n'y en a pas eu.

Vous trouverez dans votre documentation les dix premières importations canadiennes en provenance du Chili entre 2001 et 2005. Vous y trouverez aussi les dix premières exportations canadiennes à destination du Chili durant la même période. Nous vous avons distribué cela avant que je commence mon exposé. Vous trouverez aussi le montant des importations en provenance du Chili par province.

Il est très important d'observer l'évolution du produit intérieur brut en fonction des résultats économiques et sociaux constatés au cours de cette période.

Entre 1990 et 2005, c'est-à-dire durant la période démocratique, le PIB a plus que doublé d'après les chiffres fournis par la Banque centrale du Chili qui est indépendante, et l'indice des prix à la consommation est tombé à 2,5 p. 100 en 2006. C'est un bon indice.

Pour ce qui est des indices de pauvreté et d'indigence, la pauvreté a diminué, passant de 38,6 p. 100 à 18,8 p. 100 en 2003. Nous n'avons pas d'autres chiffres — par exemple, pour 2006 — parce que la recherche a été effectuée il y a maintenant trois ans.

• (1125)

Nous jouissons également d'un environnement positif pour les affaires, ainsi que d'un classement international enviable. Le Chili se situe en effet au 14^e rang de l'indice de liberté économique établi par le Conseil du Patrimoine.

L'Université de Göttingen et Transparency International classent le Chili au 20^e rang dans l'indice de perception d'absence de corruption, soit au même rang que les États-Unis.

Dans l'indice de compétitivité mondiale du Forum économique mondial, le Chili se place au 27^e rang.

Parmi les risques dans les économies émergentes, le Chili vient au second rang de l'indice, après Singapour.

Dans l'indice de compétitivité mondiale, nous sommes le premier pays d'Amérique latine, selon le Forum économique mondial.

Nous avons des défis similaires. Tout d'abord, en ce qui concerne la diversification des exportations, nous voulons diminuer la vulnérabilité de notre économie au prix des produits de base et exporter plus de produits à valeur ajoutée. Au Chili, nous abordons actuellement un nouveau stade de notre développement. Il nous faut élaborer une politique nationale dans différents domaines, y compris la diversification des exportations.

En ce qui concerne l'innovation, nous devons augmenter les dépenses consacrées à la recherche et au développement, qui représentent actuellement 0,6 p. 100 du PIB. Notre but est d'y consacrer plus de 1 p. 100 du PIB d'ici 2010. Nous sommes pleinement conscients du fait que c'est un chiffre qui reste très minime. Seule la province de Québec va y consacrer 3 p. 100 de son PIB.

Nous voulons créer un fonds pour l'innovation en matière de compétitivité. Nous le subventionnerons avec des redevances minières.

Les normes en matière d'éducation constituent également un grand défi. C'est l'une des priorités de notre gouvernement. Le but est d'élaborer des plans de réforme en mesure d'améliorer la qualité de l'enseignement. L'école primaire et l'école secondaire sont toutes les deux entièrement gratuites et universelles.

Parmi nos défis, figure également la distribution des revenus. Il nous faut de meilleurs emplois, ainsi que de meilleurs salaires. Bien que le taux de pauvreté ait beaucoup diminué, la distribution des revenus demeure inégale. C'est un problème sur le plan éthique et politique, mais aussi un obstacle à une croissance à long terme.

Nous avons réformé notre système de sécurité sociale, en introduisant un système de fonds de retraite privé dans les années 1980; il reste nécessaire d'améliorer certains aspects du système afin d'assurer de meilleures retraites une fois la vie active achevée. Les réformes cherchent à améliorer les aspects suivants: la couverture, la densité, les revenus de retraite et une compétition efficace au sein du système. Un fonds de solidarité donne aux plus démunis accès à des prestations sociales. Le projet de loi pour cette réforme a été envoyé au Congrès National avant la fin de 2006.

Le Chili importe 72 p. 100 de l'énergie qu'il consomme. Cela rend l'économie du Chili vulnérable, étant donné la volatilité des prix au niveau international et le risque d'une interruption de l'approvisionnement. Depuis 2004, l'Argentine a diminué ses ventes de gaz naturel au Chili, vu son incapacité à répondre à sa propre demande intérieure.

Nous avons un plan de sécurité énergétique qui comporte quatre objectifs: diversifier le tableau d'intrants et de fournisseurs; atteindre un plus haut niveau d'autonomie; promouvoir l'utilisation efficace de l'énergie; et améliorer le recours à des sources d'énergie renouvelable non traditionnelles.

• (1130)

Nous avons investi dans des projets de gaz naturel liquide et comptons entrer en opération en 2008. De nouvelles mesures législatives accordent en outre des incitatifs aux investissements privés dans les projets électriques.

Pour conclure, le Chili est un pays qui relève ses défis et qui fixe ses objectifs dans un esprit de consensus entre l'État, les partis politiques, les milieux d'affaires et les organisations syndicales. Le Chili est un pays qui cherche activement des solutions à un niveau mondial, qui jouit d'une cohésion sociale et d'institutions modernes, efficaces, au service de ses citoyens.

J'espère que vous apprécierez les photos de notre pays que voici. Voici une photo de notre église au sud du Chili, construite par les jésuites au 18^e siècle. En voici une autre d'une de nos préoccupations les plus importantes: les glaciers. Comme je l'ai dit au président, nous collaborons dans ce domaine avec le Canada parce que nous avons l'Antarctique, et vous l'Arctique. Nous avons le meilleur centre de glaciologie de l'hémisphère sud et souhaitons collaborer avec des glaciologues canadiens.

C'est tout ce que j'avais à dire et je vous remercie de votre attention, monsieur le président.

Le président: Merci beaucoup de votre exposé, Excellence, et surtout des très belles photos de votre magnifique pays. J'y vois une invitation et j'envisage avec plaisir l'idée du voyage que nous organiserons pour le comité.

Je le disais en plaisantant, bien sûr, mais je vous remercie sincèrement.

Passons maintenant directement aux questions, en commençant par l'opposition officielle, le Parti libéral, qui disposera de sept

minutes. Suivra le Bloc, pour sept minutes; le parti ministériel, le Parti conservateur, pour sept minutes; et, enfin, le Nouveau Parti démocratique, qui disposera de sept minutes.

Monsieur Bains, bienvenue à notre comité. À vous la parole, pour sept minutes.

• (1135)

L'hon. Navdeep Bains (Mississauga—Brampton-Sud, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

C'est un véritable plaisir pour moi que d'être ici, monsieur l'ambassadeur. C'est la première réunion du comité à laquelle je participe et j'ai beaucoup apprécié votre exposé. Il était très détaillé et m'a permis d'en apprendre beaucoup sur votre pays.

Comme vous le savez, après de nombreux entretiens avec des gens du secteur des échanges et après des discussions avec mes collègues, une des questions que je veux soulever aujourd'hui est l'image de marque du Chili par rapport aux autres économies émergentes.

Manifestement, le Canada est une nation commerçante. Une bonne part des emplois de notre pays dépendent directement ou indirectement des échanges — les trois quarts, à ce qu'on m'a dit. Nous reconnaissons avoir des liens solides avec les États-Unis, mais avons également conscience du besoin de cibler les marchés émergents. En principe, quand on parle de marchés émergents, on parle de la Chine, de l'Inde, du Brésil ou de la Corée, sans que le Chili semble obtenir l'attention qu'il mérite. Or, d'après vos prévisions pour le PIB et vos prévisions de croissance économique, vous êtes un marché émergent.

Le Chili enregistre une forte croissance économique et nous entretenons des rapports commerciaux. Un accord de libre échange est en place depuis 1997, comme vous l'avez rappelé dans votre exposé. Malgré une décennie d'échanges, il semble y avoir un manque d'attention et de conscience du Chili au Canada, du moins quant on discute de marchés émergents. Dans ce contexte, le Chili est rarement au premier plan. Je pense que c'est dû en partie à la faible progression des chiffres d'échanges entre 1996 ou 1997 et maintenant. Ils étaient, je crois, de 757 millions de dollars en 1996 et sont maintenant de 2,1 milliards de dollars, donc pas de progression des échanges en chiffres absolus.

Vu l'existence d'un accord d'échanges entre les deux pays, je me demandais pourquoi le démarrage avait été si lent ou pourquoi les échanges étaient vraiment minimes. Deuxièmement, pourquoi le Chili ne fait-il pas partie des discussions concernant la stratégie canadienne à l'égard des marchés émergents, du moins pas de celles auxquelles j'ai assistées? Et comment, par conséquent, atteindre notre potentiel maximal en matière d'échanges? Aux vues de ces questions, quels sont, selon vous, certains des défis que nous devons relever à l'avenir?

Le président: Monsieur l'ambassadeur, à vous la parole.

S.E. Eugenio Ortega: Je pense que les rapports tissés entre le Chili, en tant que pays émergent, et le Canada sont positifs. C'est notre premier accord de libre-échange. Or, en dix ans, les échanges entre le Chili et le Canada ont plus que triplé. C'est une réussite notoire. À ma connaissance, et c'est aussi ce que constate le gouvernement du Chili, le Canada vise bien le marché du Chili, notamment en matière d'investissement étranger. Je crois que le Chili est le pays d'Amérique latine où le Canada investit le plus—plus qu'au Brésil, par exemple. Je pense qu'une autre période débute après les dix premières années.

Nous souhaitons collaborer avec le Canada dans de nouveaux domaines, pas seulement dans les secteurs traditionnels de l'alimentation, du vin et le secteur minier. Nous voulons collaborer avec vous dans des domaines comme la biotechnologie et l'informatique. Dans le domaine des ressources humaines, nous avons le talent voulu pour tisser de nouveaux liens avec le Canada et nous espérons voir ces rapports se resserrer à l'avenir.

• (1140)

L'hon. Navdeep Bains: Pouvez-vous nous en dire davantage sur ce que serait cette nouvelle relation? Selon vous, comment cette nouvelle relation se concrétisera-t-elle? Il s'agit probablement de l'aspect de marque de l'amélioration de notre relation; donc, selon vous, comment évoluera notre relation?

S.E. Eugenio Ortega: Nous travaillons actuellement avec le gouvernement du Canada. Nous voulons avoir une entente stratégique entre le Canada et le Chili, et pas seulement une entente commerciale.

Qu'entendons-nous par « stratégique »? Vous avez des défis à relever, tout comme nous. Nous avons défini ces défis. Par exemple, nous avons des défis à relever en matière d'éducation. Nous avons besoin d'éducation supérieure. Le Canada a de très bonnes universités, et nous voulons avoir des frais de scolarité semblables à ceux du Canada, de même que des étudiants étrangers. Nous voulons qu'on accepte de travailler à cet égard.

Nous voulons aussi examiner la question de l'énergie. Le Canada a de très bonnes technologies en matière d'énergie renouvelable. La présidente Bachelet veut que 15 p. 100 de l'énergie au Chili soit renouvelable d'ici 2010 parce que nous avons de grands défis à relever en matière d'environnement. Nous ne voulons pas utiliser le même modèle utilisé par de nombreux autres pays; nous travaillons sur ce dossier.

Nous voulons aussi travailler dans le domaine de la biotechnologie, par exemple en agriculture. Le Canada compte un grand centre de recherche en biotechnologie appliqué à l'agriculture à Saskatoon. Le Canada a beaucoup d'occasions, et je suis très impressionné. Le Canada nous donne l'occasion de travailler ensemble dans les domaines de la science, des technologies, de l'éducation et de nombreux autres aspects de la vie sociale et économique.

Je crois que le Canada a toujours eu une très bonne approche et de très bonnes relations avec le Chili, sous différents gouvernements, qu'il s'agisse de celui de Joe Clark, Brian Mulroney, Jean Chrétien, etc. Pour ce qui est des affaires politiques, le Président de la Chambre des communes a invité notre président au Canada avec trois sénateurs — le Sénat est élu au Chili — et des députés, du 26 au 30. Ils sont accompagnés du Président du Sénat, l'ancien président du Chili, Eduardo Frei, qui a signé l'entente de libre-échange Canada-Chili avec Jean Chrétien.

En général, nous avons des rapports étroits avec le Canada, et nous voulons renforcer cette relation.

Le président: Merci, monsieur Bains.

Nous allons maintenant passer au député du Bloc Québécois, M. André.

[Français]

M. Guy André (Berthier—Maskinongé, BQ): Bonjour, monsieur Ortega. Je trouve très intéressant que vous soyez parmi nous aujourd'hui.

J'ai constaté que vous parliez un très bon français. Pour ma part, je viens du Québec. J'ai lu dans les notes que beaucoup d'échanges

avaient lieu entre le Chili et la province de Québec. Cependant, depuis la signature de l'accord de libre-échange entre le Canada et le Chili, nous n'avons pas observé de croissance importante dans les échanges. Ils semblent avoir plafonné. Selon vous, comment pourrait-on accroître les échanges entre le Québec et le Chili? J'ai constaté que ces échanges étaient déjà nombreux. On aime bien votre vin, c'est certain. Est-ce qu'il y a d'autres domaines qu'on pourrait exploiter davantage?

D'autre part, en matière d'investissements canadiens au Chili, on parle beaucoup du secteur minier. Dans ce domaine, existe-t-il actuellement des ententes avec les multinationales ou autres compagnies visant à protéger l'environnement? L'accord de libre-échange comporte-t-il des dispositions relatives à la protection de l'environnement?

Je reviens à la question de l'environnement. Vous êtes à la recherche de sources d'énergie. Vous désirez être plus autonomes sur le plan énergétique, et vous parlez à cet égard d'hydroélectricité, de gaz naturel et d'autres sources d'énergie. Au Québec et au Canada, la question de l'environnement, le Protocole de Kyoto et les gaz à effet de serre sont un important sujet d'inquiétude. Comment le Chili aborde-t-il ces enjeux?

• (1145)

S.E. Eugenio Ortega: Merci beaucoup.

Il est vrai que nous entretenons une relation assez étroite avec le Québec. Hier, j'étais à Montréal pour l'ouverture d'un séminaire auquel participaient une trentaine d'entreprises du secteur de l'énergie renouvelable qui se préparent à aller au Chili en mars. Il est vrai aussi que dans le cadre de notre relation commerciale avec le Canada, le Québec vient en première place parmi les provinces. Sur les 2,1 milliards de dollars que représente la totalité de ces échanges, ceux avec le Québec totalisent 1 milliard de dollars.

Nous nous attendons à ce que bon nombre d'entreprises québécoises s'établissent éventuellement au Chili, étant donné l'expérience d'Hydro-Québec. Sur son site Web, vous pourrez lire que l'expérience d'Hydro-Québec au Chili a été, par rapport au reste du monde, l'une des meilleures. La société y a gagné quelque 800 millions de dollars. Nous avons privatisé le réseau de transmission hydroélectrique, et la compagnie qui l'a acheté, soit Brookfield Asset Management Inc., est canadienne également. J'ai appris du président de cette entreprise que cette expérience était très positive.

Votre question porte sur l'environnement. Nous avons un accord à ce sujet qui accompagne l'accord de libre-échange. Nous avons une loi de même qu'une institution, appelée CONAM. Celle-ci travaille très étroitement avec les institutions canadiennes depuis les 10 années que l'accord existe. Nous sommes vraiment très exigeants envers nos propres entreprises. Codelco est une entreprise majeure qui exploite le cuivre au Chili. Je crois que vous avez entendu parler d'investisseurs canadiens qui ont eu des difficultés avec un groupe d'écologistes. En effet, le Chili est un pays démocratique. Il y a un important mouvement écologiste qui cherche à garder le contrôle de l'environnement, au niveau de la société civile.

Nous suivons très étroitement le problème de l'environnement non seulement d'un point de vue étatique mais aussi sur le plan de la société civile. Aujourd'hui, au Chili, les exigences sont très élevées. Chaque projet d'investissement passe par une commission. La société civile participe à celle-ci dans le cadre de l'évaluation des projets. Pour être approuvés, ces projets doivent respecter l'environnement. Je crois que nous nous préparons à atteindre nos objectifs internationaux, et nous en sommes vraiment très contents. Nous sommes en train de changer notre matrice électrique, ce qui est à cet égard un facteur très important.

• (1150)

M. Guy André: Commencez-vous à considérer les possibilités de l'énergie éolienne? J'imagine que votre pays est en mesure de développer ce type d'énergie propre. Vous avez parlé d'hydroélectricité et de gaz naturel, mais est-ce que ce type d'énergie est envisagé également?

S.E. Eugenio Ortega: Parmi les compagnies qui viennent du Québec, les entreprises d'énergie éolienne sont les plus nombreuses. On retrouve chez nous plus ou moins les mêmes caractéristiques que dans la partie est du Québec, c'est-à-dire la Gaspésie. Il y a la mer et la montagne. Cette même situation géographique nous permet d'investir dans l'énergie éolienne.

Nous avons élaboré un programme par lequel on accorde 60 000 \$US à chaque compagnie qui veut investir au Chili. Dans le domaine de l'énergie renouvelable, nous avons donc un programme proactif.

[Traduction]

Le président: Merci, monsieur André.

Nous allons maintenant passer à M. Menzies, du Parti conservateur.

M. Ted Menzies (Macleod, PCC): Merci, monsieur le président.

Je vais tenter d'être bref. Je vais partager mon temps avec mon collègue, M. Cannan.

Merci beaucoup de votre exposé.

Ce fut un grand honneur pour moi d'avoir l'occasion de visiter le Chili. Je ne suis allé qu'à Santiago; je n'ai pas eu la chance de visiter le reste du pays. J'ai un ami de longue date qui est agriculteur tout juste au sud de Santiago. Il m'a parlé des changements que subit l'agriculture. Auparavant il cultivait le blé et l'orge; aujourd'hui, il cultive uniquement des kiwis.

Je constate que votre climat et votre long littoral présentent certains avantages: vous pouvez ainsi produire différentes cultures et avoir accès à toute une gamme de poissons, des poissons d'eaux chaudes et d'eaux froides. Je crois qu'il s'agit d'un avantage important. Et le Canada profite de vos exportations de fruits et de poissons.

Lorsque j'étais au Chili, j'ai beaucoup entendu parler de l'initiative visant à convertir tous les autobus de la ville de Santiago au gaz naturel. Mais je constate votre dépendance envers les importations de gaz naturel, et je vois que vous allez avoir des installations de débarquement de GNL. Êtes-vous préoccupé par une telle dépendance au gaz naturel? Comment se passe la transformation à Santiago?

Enfin, j'aimerais que vous répondiez à la question suivante portant sur les tarifs. J'ai remarqué que vous avez comme principe de maintenir les tarifs bas. Est-ce avantageux pour vous à titre de pays exportateur?

S.E. Eugenio Ortega: Merci beaucoup de votre question.

D'abord, il est vrai que nous avons un très bon climat — un climat méditerranéen. Nous avons différents climats: au nord, nous avons le désert, et au sud, des glaciers.

Nous avons certaines ressources naturelles importantes: la pêche, la forêt et surtout l'agriculture, les kiwis par exemple. J'ai été très heureux de voir des kiwis et des raisins du Chili ici.

Je veux aussi parler du contraste. Lorsque c'est l'hiver pour vous ici, c'est l'été chez nous. Nos saisons sont inversées. Ainsi nous avons la possibilité de compléter la stratégie, en agriculture par exemple. Le ministre de l'Agriculture viendra à la fin d'avril et au début de mai à Saskatoon, parce que vous êtes le premier producteur de lentilles. Nous étions parmi les premiers producteurs de lentilles.

À propos, génétiquement, vos lentilles, cultivées maintenant à Saskatoon, viennent en partie du Chili.

• (1155)

M. Ted Menzies: Je ne le savais pas.

S.E. Eugenio Ortega: Votre canola vient également du Chili. La génétique vient d'une plante appelée yuyo. Ainsi, nous avons la possibilité de produire des graines pour votre agriculture. Nous voulons élaborer une telle stratégie dans le secteur agricole. Il est très important pour nous de profiter de l'inversion des saisons entre le Chili et le Canada.

Nous travaillons aussi à acquérir l'indépendance en ce qui a trait au gaz. Nous allons avoir des installations pour le gaz liquéfié au Chili, une au centre, et une au nord, parce que nous voulons y avoir accès. Pour cette raison, la personne chargée de la Commission nationale de l'énergie visitera l'Alberta à partir du 12 mars pour voir s'il est possible d'organiser une relation entre notre compagnie nationale de gaz et de pétrole, et le Canada. Il est très important pour nous d'atteindre cet objectif.

Je ne sais pas si j'ai répondu à toutes vos questions.

M. Ted Menzies: Ça va.

Le président: Monsieur Cannan.

M. Ron Cannan (Kelowna—Lake Country, PCC): Merci, monsieur le président, et merci, monsieur l'ambassadeur, de votre exposé.

Il est important de souligner nos dix années de succès, et de célébrer. Je viens de la belle province de la Colombie-Britannique, où nous avons d'excellents vignobles. Nous avons également certains grands crus. Mon collègue de l'Ontario et moi-même savons que nous échangeons des connaissances en matière d'agriculture et de viticulture. Nous sommes donc reconnaissants des connaissances et du succès que la stabilité de l'accord a apportée à l'industrie.

J'aimerais me concentrer davantage sur le fait que notre comité tente de trouver des façons d'améliorer la compétitivité mondiale des entreprises canadiennes et d'encourager de nouveaux accords de libre-échange. Le Canada n'a signé aucune entente bilatérale depuis 2001, et je crois que vous en avez signées environ 43 depuis...

J'aimerais en savoir davantage sur la stratégie de développement attribuable à certains de vos succès. Quel rôle l'industrie et le secteur privé jouent-ils lorsque vous examinez la possibilité de conclure un accord de libre-échange, et quel rôle le gouvernement et les élus jouent-ils dans ces négociations?

S.E. Eugenio Ortega: Malheureusement, nos établissements vinicoles font face ici à une concurrence féroce, parce que la Colombie-Britannique et l'Ontario produisent de bons vins, et en particulier le vin de glace, ce qui est excellent pour nous.

Pour ce qui est de la Colombie-Britannique et du Chili, pour nous, notre relation avec cette partie du monde, soit la côte Pacifique et l'Asie, est très importante. Nous devons nous servir du port de Vancouver pour de nombreuses raisons dans le cadre de nos relations avec l'Asie, et en particulier la Chine et le Japon.

De concert avec le gouvernement de la Colombie-Britannique, nous voulons étudier le rôle de la Colombie-Britannique, et de Vancouver en particulier, pour ce qui est de l'avenir de l'Asie-Pacifique et de l'APEC. Nous voulons prendre part à votre stratégie, et nous voulons également que le Canada participe à notre stratégie visant à nous adresser aux pays de l'APEC afin d'établir de nouvelles relations, surtout dans le domaine du transport, des ports et ainsi de suite.

Au Chili, l'entreprise privée représente 80 p. 100 de l'économie. À peine 20 p. 100 de notre économie dépend du gouvernement pour assurer des services; il y a des entreprises qui oeuvrent dans le domaine du cuivre, de l'essence et du pétrole. Nous travaillons ensemble à cet égard. Nous avons une organisation appelée ProChile, une plate-forme qui aide les entreprises à sortir du Chili et à se tourner vers le monde. Nos entrepreneurs ne craignent pas la concurrence mondiale, parce que demeurer à l'intérieur du pays n'est pas possible dans notre économie, avec un marché de 15 millions de personnes.

Nous avons déjà appris que la mondialisation peut être à la fois une bonne chose et représenter un certain danger. Nous travaillons de concert avec le Canada à cet égard, parce qu'il nous faut dominer la puissance qui... la mondialisation cherche à dominer le marché mondial. Pour cette raison, nous adoptons souvent la même position que le Canada à l'Organisation mondiale du commerce. Nous avons également des relations communes pour ce qui est du libre-échange — par exemple, aux Nations Unies, à l'Organisation des États américains, à Washington, et dans de nombreux autres domaines.

En Haïti, nous travaillons ensemble. Mais nous voulons également travailler de concert afin de réglementer le marché mondial, en particulier pour des pays tels que le Chili et le Canada. Le Canada compte 32 millions d'habitants. Nous croyons qu'à l'avenir, l'entrepreneur privé devra continuer à jouer un rôle important, mais les politiques d'État, les pays étrangers des deux pays, le Canada et le Chili, devraient aider les entrepreneurs, et également travailler de concert avec d'autres pays afin de réglementer le marché mondial à l'heure actuelle.

• (1200)

Le président: Merci, messieurs Cannan et Menzies.

Monsieur Julian, vous avez sept minutes.

M. Peter Julian (Burnaby—New Westminster, NPD): Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur l'ambassadeur, merci de votre présence ici aujourd'hui.

Les chiffres que vous avez mentionnés portant sur la réduction des niveaux de pauvreté et d'indigence ont piqué ma curiosité. Vous avez signalé qu'entre 1990 et 2003, le niveau d'indigence a diminué, et est passé de 12,9 p. 100 à 4,7 p. 100, et que le taux de pauvreté était passé de 38,6 p. 100 à 18,8 p. 100.

Je m'intéresse aux définitions de pauvreté et d'indigence, et je me demande comment on les définit et s'il s'agit de termes réels. Autrement dit, la définition change-t-elle en fonction du coût de la vie?

• (1205)

S.E. Eugenio Ortega: Je vous remercie de cette question car elle est très importante.

Il n'est pas facile de définir ce qu'on entend par pauvreté. Il existe plusieurs types de pauvreté. Il est possible d'être pauvre même si on a de l'argent.

Nous publions une enquête nationale tous les trois ans qui vise à mesurer la pauvreté, mais pas simplement en fonction du revenu. Par exemple, au niveau du logement, les femmes et les enfants se trouvent dans des situations qu'on pourrait associer à la pauvreté. Nous avons procédé à une enquête CASEN. Dans le cadre de cette enquête on emploie divers indicateurs pour avoir une meilleure idée de ce que représente la pauvreté.

Nous avons également procédé à une étude qui a duré 24 mois. J'ai apporté le document avec moi. Nous avons comparé notre situation sociale en employant les indicateurs du développement humain des Nations Unies, un indice parfaitement indépendant. D'après cet indice, nous venons au 37^e rang sur 177 pays. Il ne faut pas se leurrer, puisque la pauvreté ne se limite pas au revenu. Nous avons les instruments nécessaires qui nous permettent d'évaluer la vraie pauvreté en fonction de diverses dimensions.

J'aimerais ajouter une chose importante. Habituellement, lorsqu'on évalue statistiquement la pauvreté dans divers pays, on juge qu'une personne doit avoir suffisamment de revenu pour se procurer un éventail de biens et de services fondamentaux. Il s'agit du panier de biens et services fondamentaux. Si nous utilisons cet indicateur, la pauvreté représente deux paniers de biens fondamentaux, et l'un d'eux serait l'indigence. Ce ne sont pas nos paramètres puisque nous avons employé des indicateurs différents pour évaluer la pauvreté et l'indigence au Chili.

M. Peter Julian: La question m'intéresse parce que vous nous fournissez ici des renseignements fort importants. Pendant la même période, au Canada, nous avons enregistré une augmentation de la pauvreté. En fait, pendant cette période, les revenus de 80 p. 100 des familles canadiennes ont baissé. Seuls les 10 p. 100 les plus nantis ont vu leur revenu monter en flèche et évidemment le 1 p. 100 les plus riches ont vraiment été très avantagés pendant cette période. Ainsi, au Canada le problème n'est pas simplement un problème d'inégalité des revenus. En fait, c'est la première fois depuis les années 20 qu'il existe une telle disparité des revenus et la majorité des emplois créés aujourd'hui sont des emplois temporaires ou à temps partiel.

Dans quelle mesure la stratégie commerciale et économique du Chili est-elle différente de celle du Canada? Comment avez-vous pu vous attaquer à des problèmes comme celui de la pauvreté et de la chute des revenus, alors qu'au Canada on ne semble pas avoir pu le faire?

• (1210)

S.E. Eugenio Ortega: J'aimerais apporter une petite précision. Vous pouvez adopter des mesures qui entraîneront une diminution de la pauvreté, mais ça ne veut pas dire que vous ferez pour autant diminuer l'inégalité qui existe. Cela est attribuable au simple fait que tout augmente, ce qui veut dire que la différence demeure. Comprenez-vous ce à quoi je veux en venir? Ainsi, nous avons une augmentation comparable des revenus, mais lorsque nous comparons la situation de 20 p. 100 des habitants, ceux qui ont un revenu plus élevé, et les 20 p. 100 qui ont des revenus les moins élevés, au Chili la différence est 14 fois plus importante. C'est un aspect qu'il ne faudrait pas oublier. Lorsque vous proposez des dépenses sociales dans les écoles ou au sein de la société, lorsque vous adoptez des politiques sociales visant un groupe de citoyens particuliers, la différence passe à sept. Le gros changement démocratique qui s'est produit si l'on compare la situation au régime politique néo-libéral précédent, est que nous avons aujourd'hui une politique sociale, une politique sociale fort importante.

Dans le secteur de l'éducation, par exemple, ... j'ai les chiffres sous les yeux. Dans ce secteur, en 1990, 1,6 p. 100 du PIB était réservé au secteur de l'éducation; ce pourcentage était passé à 3,3 p. 100 en 2002 et il a encore été augmenté l'année dernière. Par exemple, cela veut dire que deux fois plus de résidents font des études postsecondaires. Ainsi au niveau de la politique sociale, le Chili est un pays très proactif. C'est pourquoi l'écart entre les riches et les pauvres diminue.

Le président: Merci, monsieur Julian.

Nous passons donc maintenant au tour de cinq minutes. M. Temelkovski.

M. Lui Temelkovski (Oak Ridges—Markham, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci beaucoup, monsieur l'ambassadeur, d'être venu aujourd'hui et de nous avoir fourni autant d'informations.

J'aimerais avoir votre avis sur les trois obstacles à l'augmentation de nos échanges commerciaux avec le Chili, qu'il a identifiés.

S.E. Eugenio Ortega: C'est une très bonne question. Nous devons travailler avec le ministre du Commerce international. Nous rencontrerons le mois prochain la commission qui administre l'accord de libre-échange. Je crois que Mme Marie-Lucie Morin se rendra au Chili faire la première évaluation. Nous avons déjà évalué l'accord de libre-échange, mais je pense — et c'est une opinion bien personnelle — que nous allons essayer de répondre à cette question de façon empirique.

À mon avis, nous avons eu du mal à aider les petites et moyennes entreprises à accéder au marché. C'est pour cette raison que nous apprenons ici des moyens techniques d'élargir les activités des petites et moyennes entreprises. C'est une chose. Vous avez aussi le même problème d'accès au marché chez vous à d'autres niveaux. Vos entreprises se sentent en sécurité sur le marché canadien et provincial, mais le marché mondial leur fait peur.

Ce n'est pas facile. Les grandes entreprises de notre pays, qui sont nombreuses, transigent dans le monde entier, mais je crois que nous n'avons pas une bonne politique commune pour aider les petites et moyennes entreprises à se lancer sur le marché international. Nous voulons tirer des leçons de votre expérience et je pense que vous pourrez apprendre de la nôtre, qui est très importante dans d'autres domaines.

Il reste que c'est, d'après moi, la première raison. Nous avons beaucoup d'entreprises qui craignent la concurrence mondiale.

La deuxième raison est d'ordre financier. Nous n'avons pas de bons moyens de financer et de promouvoir le commerce international. Nous devons offrir des incitatifs financiers à ces petites et moyennes entreprises.

Pour ce qui est de la troisième raison, le grave problème, c'est que nous n'avons pas de relations ouvertes dans d'autres secteurs, comme je l'ai déjà dit, ce qui est très important pour le commerce.

Je pense que le Canada doit définir les possibilités que le Chili offre pour permettre à ses entreprises d'aller s'établir chez nous et travailler pour la population de toute l'Amérique latine, pas seulement la nôtre; nous offrons ce cadre puisque le Chili est un modèle (*Note de la rédaction : Inaudible*) pour ce qui est d'Internet et de tous les services dont une entreprise a besoin pour bien fonctionner. D'ailleurs, si vous demandez aux grandes entreprises comment elles ont été reçues au Chili, comment elles peuvent s'implanter en Amérique latine, vous aurez... Je leur ai demandé (*Note de la rédaction : Inaudible*)...

• (1215)

M. Lui Temelkovski: Prévoyez-vous les mêmes difficultés ou les mêmes obstacles avec vos autres partenaires du libre-échange? S'agit-il des mêmes obstacles, ou est-ce que ce sont des obstacles typiquement canadiens?

S.E. Eugenio Ortega: Non, les obstacles ne sont pas très nombreux. Avec l'Union européenne, nous avons un système de libre-échange plus compliqué. Il ne s'agit pas seulement de libre-échange, mais d'un système de coopération technique pour aider les entreprises à accéder aux marchés. Il y a des entreprises chiliennes...

Nous disposons d'autres ententes de libre-échange comme celle-ci. C'est pour cela qu'il est très important de savoir ce que nous recherchons dans un avenir proche. Comment peut-on améliorer certaines nouvelles facettes de nos relations? Il ne suffit pas d'ouvrir les marchés et de signer des ententes. Nos politiques publiques en commerce international doivent être plus proactives mais elles doivent être concertées, afin que l'on apprenne de nos partenaires. De cette façon, nous progressons plus rapidement.

• (1220)

Le président: Merci, monsieur Temelkovski.

Madame Bonsant, pour cinq minutes.

[Français]

Mme France Bonsant (Compton—Stanstead, BQ): Merci.

Bonjour, Excellence.

Je vais vous poser des questions sur l'éducation. Vous n'avez pas parlé du pourcentage des jeunes qui vont à l'école parmi la population. Dans plusieurs pays, il y a un problème de recrutement à cause du vieillissement de la population. Je veux savoir s'il y a chez vous beaucoup de jeunes qui sont prêts à aller à l'école parce que l'on parle beaucoup de développement des compétences. Le Chili a-t-il un problème de relève dans toutes ses sphères d'activités comme les mines, le domaine médical ou l'agriculture? Avez-vous une belle relève? Le Chili investit-il beaucoup d'argent en recherche et développement?

S.E. Eugenio Ortega: Je vous remercie beaucoup. L'éducation est un sujet très important pour nous.

Je vous ai dit lors de ma présentation que notre plus grand problème est celui de la qualité de l'éducation. Je parle aussi de la qualité de l'éducation technique. Nous avons de très bonnes universités, bien qu'elles ne soient pas toutes au niveau des universités canadiennes. Nous souhaitons avoir un système d'accès à l'éducation universitaire canadienne plus ouvert. Nous sommes en train de discuter avec l'Association des universités et collèges du Canada. Nous avons déjà rencontré des représentants de cette association et de l'Association des collèges communautaires du Canada. Je suis allé avec eux à Santiago. Nos besoins se situent surtout dans le domaine de l'éducation technique. Nous n'offrons pas une éducation technique de haut niveau... Est-ce le bon terme?

Mme France Bonsant: Oui, c'est exact.

S.E. Eugenio Ortega: Nous n'offrons pas une solution alternative — c'est-à-dire l'éducation technique — de bonne qualité à nos jeunes.

Mme France Bonsant: Vous passez donc du secondaire à l'université.

S.E. Eugenio Ortega: C'est bien la tendance, madame. Nous tâchons de régler le problème et de changer. Depuis 10 ans, nous faisons un effort énorme pour améliorer l'éducation technique. Au Chili, elle est entre les mains d'organismes privés de l'agriculture ou des mines.

• (1225)

Mme France Bonsant: Est-ce semblable à la formation technique offerte dans les cégeps du Québec? On peut y obtenir, au bout de trois ans d'études, un diplôme en techniques infirmières ou en agriculture, sans nécessairement aller à l'université.

S.E. Eugenio Ortega: C'est ce que nous cherchons à faire.

Mme France Bonsant: Est-ce aussi comme ce que l'on trouve dans ce que vous appelez un *community college*?

S.E. Eugenio Ortega: C'est exact. Ils ont visité le Chili, au mois de novembre, et ont eu une réunion assez importante avec la ministre de l'Éducation du Chili. Elle viendra peut-être au Canada plus tard pour discuter avec les ministres de l'Éducation des provinces canadiennes et les représentants de l'Association des collèges communautaires du Canada, et bénéficier aussi de l'expérience québécoise.

Notre grand problème demeure le faible montant que nous consacrons à la recherche et au développement. Par exemple, le Québec dépensera 3 p. 100 de son PIB en recherche et développement d'ici 2010. L'innovation est une chose très importante au Canada, et nous avons beaucoup de travail à faire à cet égard. La ministre de l'Éducation viendra les 19, 20 et 21 avril prochains, de même que notre ministre de l'Économie. Ces rencontres serviront surtout à travailler avec Industrie Canada pour connaître l'expérience canadienne dans le domaine de l'innovation. Nous voulons augmenter les montants que nous consacrons à la recherche et au développement. C'est un de nos grands défis.

Mme France Bonsant: *Gracias.*

[Traduction]

Le président: Merci, madame Bonsant.

Passons à Dean Allison, du Parti conservateur.

Monsieur Allison.

M. Dean Allison (Niagara-Ouest—Glanbrook, PCC): Merci, monsieur le président et merci, monsieur l'ambassadeur d'être parmi nous aujourd'hui.

J'aimerais préciser quelque chose, parce que je sais que nos bons amis du NPD pourraient vous amener à croire que notre situation a empiré du fait de certaines de nos ententes commerciales. Je vais vous donner un point de référence, fourni par Statistique Canada, selon lequel, lorsque l'ALENA est entré en vigueur en 1994, la famille moyenne disposait d'un revenu de 64 000 \$ alors qu'en 2003, ce revenu était passé à 72 000 \$. Donc, le Canada est plus prospère grâce à nos accords de libre-échange et disons que, à ce sujet, nous allons simplement chacun rester sur nos positions.

En ce qui concerne vos accords de libre-échange, il semble qu'il s'agisse des plus exhaustifs de la planète. Vous avez des accords avec la Chine, les États-Unis, vous en avez toute une panoplie. Vous êtes en train d'envisager d'autres accords avec l'Australie, l'Inde, la Thaïlande et le Vietnam actuellement, en 2007, n'est-ce pas?

Alors voici ma question: comment choisissez-vous vos partenaires du libre-échange? Je sais que mes collègues l'ont déjà dit, mais c'est incroyable que le Canada n'en est signé aucun depuis 2001, alors que vous avez des accords de libre-échange avec des pays comme les États-Unis et la Chine. Vous disposez également d'accords moins impressionnants ou qui n'ont pas autant de poids.

Pourquoi recherchez-vous autant ces accords de libre-échange avec différents pays? D'après les chiffres, et d'après votre exposé, il semble que cela marche très bien. Quel est le facteur déterminant lorsque vous envisagez de conclure des accords de libre-échange avec d'autres pays? Est-ce quelque chose dont le Canada pourrait s'inspirer?

S.E. Eugenio Ortega: Lorsqu'on choisit un pays, je crois qu'il y a deux ou trois éléments particulièrement importants pour nous. De façon générale, nous savons qu'en Chine, en Inde et sur d'autres très gros marchés, nous voulons établir nos entrepreneurs. Aujourd'hui, il est impossible d'oublier la Chine. Nous avons travaillé fort pour obtenir une entente avec ce pays... dans beaucoup de gouvernements démocratiques différents. La président du Chili s'est rendu dix fois en Chine, je crois, et nous avons accueilli plusieurs fois le premier ministre chinois au Chili.

Pour eux, le problème, c'est l'Amérique latine. Ils ne viennent pas au Chili pour signer des ententes simplement pour créer des relations avec notre petit pays. C'est plutôt nous qui, comme je vous l'ai dit plus tôt, avons un programme important et ces ententes font partie du programme. Dans le cadre de cette approche, par exemple, nous avons un accord de libre-échange avec l'AELE. L'AELE est une entente de libre-échange entre quatre pays: l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse. Pourquoi? Parce que nous nous intéressons beaucoup à l'expérience de la Norvège et de la Suisse. Le Liechtenstein est un très petit pays, mais il fait partie de l'AELE. Nous avons signé cette entente de libre-échange parce que la Suisse et la Norvège sont importants pour nous dans plusieurs secteurs.

Nous avons, par exemple, un accord avec le P4: la Nouvelle-Zélande, l'Australie, Brunei et Singapour. Il ne s'agit pas uniquement d'un accord de libre-échange mais aussi d'un modèle de coopération. C'est-à-dire que nous allons travailler ensemble sur différents fronts. Pour nous, Singapour est intéressant non seulement comme endroit mais aussi compte tenu de ses secteurs d'activités. Avec la Nouvelle-Zélande, nous avons une relation complémentaire. Ce pays a besoin du Chili pour développer certains produits forestiers, des vins et d'autres secteurs.

Il y a donc beaucoup de raisons, et pas seulement une ou deux, qui justifient ces accords de libre-échange. Chaque pays présente des alternatives différentes et des possibilités différentes pour nous. Vous ne pouvez pas comprendre le Chili si vous ne comprenez pas les accords de libre-échange, parce qu'au Chili, 55 p. 100 de notre PIB provient du commerce international. Cela veut dire que le Chili tire deux fois plus de son revenu par habitant du commerce international que l'Argentine, par exemple, et quatre fois plus que le Brésil. Vous comprenez le Chili si vous comprenez que nous ouvrons notre économie. Nous avons mis nos entrepreneurs au défi d'explorer les marchés concurrents.

● (1230)

Nous invitons le Canada à participer à l'entente du Groupe des quatre, le P4, parce que nous pouvons tous ensemble, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Brunei, Singapour, le Canada et le Chili, créer une très bonne norme pour affronter l'avenir. À mon avis, si vous avez non seulement davantage d'accords commerciaux, mais aussi un système de coopération comme celui que nous envisageons dans l'avenir avec le Canada, cela nous ouvrira de nombreuses portes.

Les stratégies proactives n'ont pas de limite et lorsque vous rassemblez des entrepreneurs, des chercheurs, des nouvelles technologies, etc. vous créez des possibilités pour tous les partenaires, et nous en sommes convaincus. Nous croyons que notre pays est en train de se débarrasser de la pauvreté et du sous-développement.

Dans ce contexte, nous pensons que l'État a un rôle très important à jouer. Nous avons nationalisé certaines entreprises dans les secteurs du pétrole et du cuivre et dans certains secteurs, c'est l'État qui est propriétaire, mais nous avons également un cyber État. Je peux vous dire que notre cyber gouvernement, d'après un examen de la Banque mondiale, est un des meilleurs. Pardonnez-moi ma fierté, mais c'est un des meilleurs au monde. J'ai visité certaines provinces du Canada et j'ai eu la possibilité de parler du cyber gouvernement chilien et on me répond, « Nous avons besoin de votre aide ». Nous disposons d'un cyber gouvernement qui fonctionne extrêmement bien et le Québec a décidé qu'il voulait en savoir plus sur cette expérience.

Je pense qu'il faut des partenariats non seulement pour les choses concrètes, mais aussi pour l'imagination et la créativité.

● (1235)

Le président: Merci, monsieur Allison.

M. Julian, pour cinq minutes.

M. Peter Julian: Merci, monsieur le président.

Votre Excellence, je vous remercie de vos observations relatives à l'inégalité des revenus. Mon collègue, M. Allison, a eu tout à fait raison de souligner l'absurdité des dires selon lesquels les revenus moyens augmentent alors que nous savons que dans le cas de 80 p. 100 des foyers canadiens, les revenus ont baissé. Et c'est là le problème avec les revenus moyens: vous avez 1 000 personnes qui perdent la moitié de leur revenu et un milliardaire qui gagne un milliard de plus, et on a l'impression que tous les revenus ont monté en flèche. Nous savons que ce n'est pas vrai, c'est pourquoi vos observations concernant l'inégalité des revenus sont les bienvenues et il faut que le gouvernement analyse cette situation afin de bien comprendre ce qui se passe en réalité.

J'ai trois questions à vous poser. La première porte sur les exportations à valeur ajoutée. Le gouvernement a récemment signé une entente sur le bois d'oeuvre, et à cause de cela nous exportons désormais des grumes brutes ce qui entraîne d'importantes pertes

d'emploi. Je voudrais connaître les mesures prises par le gouvernement chilien pour s'assurer que les exportations sont à valeur ajoutée et contribuent à la création d'emplois.

Deuxièmement, vous avez mentionné une longue liste d'accords commerciaux qui ont été signés. Les plus récents comportent-ils des éléments sociaux, environnementaux et des éléments liés aux conditions de travail afin de garantir une élévation du niveau de vie des citoyens chiliens ainsi que de ses partenaires commerciaux?

Enfin, votre commerce est très diversifié: aucun pays ne reçoit plus de 13,5 p. 100 de vos exportations. Le Canada, quant à lui, est extrêmement vulnérable: 86 p. 100 de nos exportations se dirigent vers un seul pays. Quelles sont les mesures prises par le gouvernement chilien afin de s'assurer de cette diversité et pour ne pas dépendre d'un seul marché?

● (1240)

S.E. Eugenio Ortega: Les résultats montrent que l'accord de libre-échange signé avec le Canada est l'un des meilleurs jamais signés par le Chili. C'est notre position. Nous voulons l'étendre, mais nous ne regrettons pas cette initiative.

Monsieur Julian, concernant votre première question relative aux exportations à valeur ajoutée. C'est l'aspect le plus important de nos jours. C'est notre principal défi. Nous ne voulons pas être un pays qui exporte grâce à la pauvreté de ses habitants. Nous voulons être un pays qui exporte grâce à son savoir et sa technologie. C'est notre objectif. C'est pour cela que nous tenons compte des éléments sociaux et des conditions de travail liées à nos exportations, et que nous exigeons que les autres pays mettent également l'accent sur les conditions de travail, tout comme nous. Par exemple, la situation est meilleure au Canada, néanmoins c'est une question qui nous préoccupe beaucoup.

Nous avons toujours su que nos exportations devaient être réparties de façon équilibrée dans le monde. Par exemple, au cours de la crise asiatique, nous avons pu protéger notre économie car nous sommes présents sur de nombreux marchés. C'est pour cela d'ailleurs que le Chili, bien qu'un petit pays, a pu se faire entendre au cours des négociations du Cycle de Doha. Nous avons pris des mesures pour protéger notre économie en cas d'instabilité économique mondiale, surtout pour ce qui est des marchés financiers internationaux. C'est un point essentiel. Nous sommes le premier pays à avoir pris ces mesures, et les investisseurs financiers ne peuvent pas venir au Chili simplement pour réaliser des profits. Ils doivent s'implanter et investir pour une certaine durée. Ils ne peuvent pas retirer les fonds du pays du jour au lendemain. Vous savez ce qui se passe lorsqu'il y a de nombreuses tribunes internationales dans le monde qui souhaitent réaliser des profits aux dépens des autres.

● (1245)

Nous protégerons notre économie contre ce type d'institution financière. Nous nous intéressons à différentes régions dans le monde car nous souhaitons répartir nos exportations de façon équilibrée, nous ne souhaitons qu'elles se dirigent seulement vers une ou deux régions du monde. Voilà ma réponse.

Les exportations à valeur ajoutée sont notre principale priorité. Nous devons évoluer. D'ailleurs, nous devons accélérer cette évolution grâce à un accroissement de la recherche et du développement. Le gouvernement actuel investit plus dans ce domaine que le gouvernement précédent.

Le président: Merci, monsieur Julian.

Monsieur Maloney, vous avez cinq minutes.

M. John Maloney (Welland, Lib.): Monsieur l'ambassadeur, vous avez dit dans votre documentation que, entre 1996 et 2005, les importations canadiennes du Chili avaient augmenté de 342 millions de dollars canadiens à 1,7 milliard de dollars canadiens. Au cours de la même période, les exportations canadiennes se sont accrues de 10 p. 100. Les importations canadiennes ont augmenté d'environ 500 p. 100 au cours de cette période, alors que les exportations n'ont augmenté que de 10 p. 100. Nous avons ainsi beaucoup à apprendre de vos expériences.

Dans une de vos réponses à une question posée par M. Temelkovski, vous avez indiqué que les entraves au commerce avec le Canada étaient causées par l'attitude des petites et moyennes entreprises, car elles avaient peur de faire des échanges commerciaux à l'échelle internationale. J'aimerais connaître le pourcentage de vos PME qui font affaires avec le Canada. Voilà qui conclut ma première question.

Deuxièmement, vous avez également indiqué qu'un des obstacles au financement était que nous n'avions pas un bon système de financement pour promouvoir le commerce international et que nous devrions donner plus de mesures incitatives aux PME. Le cas échéant, quel genre de mesures incitatives accorde le Chili?

Troisièmement, que vous avez fait valoir que le Canada devait définir les possibilités de commerce au Chili. Que proposez-vous pour que nos PME s'instruisent sur les occasions de commerce et d'investissement au Chili?

S.E. Eugenio Ortega: Je vais d'abord répondre à votre dernière question. Il est essentiel que nos institutions travaillent de concert pour promouvoir le commerce international. Il ne m'appartient pas d'émettre des hypothèses pour juger si votre politique en matière de commerce international est saine ou non. Nous voulons arriver à une entente afin que ProChile, grâce à votre expérience, fasse la promotion méthodologique et étrangère de nos exportations. Il existe un bon nombre de différences dans les diverses provinces. Certaines provinces ont plus de mesures incitatives que d'autres. À cet égard, j'estime qu'il est important que nous entretenions une relation plus proche avec les institutions qui font la promotion des exportations.

Ainsi, par exemple, nous entretenons de très bonnes relations avec EDC, Exportation et Développement Canada. Certaines institutions au Chili travaillent dans le secteur agricole et industriel pour promouvoir les exportations dans les PME. Notre problème tient peut-être au fait que nous ne nous sommes jamais assis à la même table que les personnes qui veulent promouvoir les relations entre le Chili et le Canada en matière d'exportations des petites et moyennes entreprises.

Je ne me rappelle pas si nous avons eu l'occasion de discuter de cette question entre le Chili et le Canada. Nous devons le faire à l'avenir, car les petites et moyennes entreprises au Chili et dans tous les pays sont cruciales. Elles génèrent des emplois, ce qui est essentiel pour nous en ce moment.

En ce qui concerne le pourcentage des petites et moyennes entreprises qui exportent du Chili au Canada, je n'ai pas les chiffres à l'appui en ce moment, mais ce pourcentage augmente. Je suis certain qu'il croît en raison des divers secteurs... Je songe notamment au vin. Il existe de nombreuses entreprises de taille moyenne de les fruits. Pour ce qui est des légumes et de l'industrie, il existe également des entreprises de taille moyenne qui exportent leurs produits.

C'est important pour nous tout particulièrement parce que nous avons des mesures incitatives, par le biais de ProChile, qui se consacre uniquement à la promotion des exportations des entreprises. Cette institution est détenue à la fois par l'État et par le secteur

privé. Cela nous donne l'occasion de travailler avec le secteur privé lorsque nous allons sur le marché.

• (1250)

M. John Maloney: Comment définiriez-vous une subvention, par rapport aux mesures incitatives que vous venez de décrire? Existe-t-il une différence entre ces deux termes?

S.E. Eugenio Ortega: Nous donnons et voulons proposer des mesures incitatives en matière d'aide technique, d'information qui est très importante sur les divers marchés, et où l'on peut exporter. Nous avons des spécialistes dans les pays avec lesquels nous avons conclu des accords de libre-échange. Ainsi par exemple au Canada, nous avons des bureaux à Toronto, à Montréal et en Colombie-Britannique. Les gens cherchent de nouveaux marchés dans ces provinces. Nous voulons également travailler dans d'autres provinces, soit en Alberta, en Saskatchewan, et au Manitoba, ainsi que dans les provinces de l'Est, car nous y avons des occasions.

Le président: Merci, monsieur Maloney.

M. John Maloney: J'ai une autre question.

Nous avons une ambassade à Santiago, mais avons-nous des consulats ailleurs au Chili? Vous venez de dire que vous avez des bureaux consulaires à Toronto et à Montréal.

Je pourrais trouver ces renseignements, mais, par hasard, savez-vous si nous en avons?

S.E. Eugenio Ortega: Je crois que vous n'avez que deux consulats honoraires au Chili.

M. John Maloney: D'accord, merci.

Merci, monsieur le président.

Le président: M. Lemieux sera le dernier membre du comité à poser une question aujourd'hui.

M. Pierre Lemieux (Glengarry—Prescott—Russell, PCC): Cela dépend si j'ai une question...

Le président: M. Lemieux n'a pas encore eu l'occasion de poser des questions, alors il sera le dernier à pouvoir le faire.

[Français]

M. Guy André: Est-ce qu'on n'a pas commencé un nouveau tour?

[Traduction]

Le président: J'utilise la discrétion de la présidence, afin d'avoir la dernière...

D'accord, monsieur André, vous pouvez poser la dernière question.

[Français]

M. Guy André: Je vous remercie, monsieur le président.

Excellence, en réponse à la question de M. Julian sur la mondialisation, vous avez énuméré des réussites au chapitre de la réduction des inégalités sociales entre les riches et les pauvres. Vous avez parlé de 7 p. 100, des 20 p. 100 les plus pauvres et des 20 p. 100 les plus riches pour ce qui est de la différence de revenu. Vous vous souciez actuellement de mettre en place des programmes sociaux, des programmes pour soutenir davantage les plus démunis de la société, afin de tendre vers l'égalité.

Il y a eu des élections au Chili récemment. Vous avez un gouvernement de droite. Il y a donc des pressions énormes pour couper dans les programmes sociaux, par exemple dans le domaine de la santé. Ici, il y a des pressions énormes et on parle de privatisation du secteur de la santé et du secteur de l'éducation. En dépit de l'augmentation de la richesse collective, phénomène qui est attribuable aux multinationales, on parle beaucoup de privatisation et il y a de moins en moins de programmes sociaux.

Des gouvernements de droite s'installent un peu partout sur l'échiquier mondial. Dans le cadre de la mondialisation et de certains accords de libre-échange, une tendance se dégage sur l'échiquier mondial. Une pression mondiale s'exerce et on observe une mouvance vers la droite. Je sais qu'en Amérique latine, il existe aussi d'autres tendances.

Comment le Chili vit-il au quotidien avec les pressions exercées sur le système de santé et d'éducation, et la tendance à couper dans les programmes sociaux pour soutenir les plus démunis?

• (1255)

S.E. Eugenio Ortega: C'est un sujet assez important pour nous parce que nous participons à la mondialisation; nous ne sommes pas à part. La mondialisation, comme je l'ai dit, représente beaucoup de possibilités et aussi beaucoup de risques. Dans ce domaine, nous avons déjà établi, dans le gouvernement de concertation, après le gouvernement militaire, que le Chili doit fonctionner de façon pragmatique dans les deux domaines, dans celui de la compétence internationale et dans celui de la politique sociale, qui établit des règles du jeu pour les gens moins favorisés.

Par exemple, dans le domaine de la santé, il est clair que nous avons transformé le système de santé et à présent, nous sommes en train d'établir un système de santé totalement garanti pour 60 à 70 p. 100 de la population. Dans le moment, environ 30 p. 100 de la population fréquente le secteur privé de la santé, mais on travaille ensemble parce qu'il existe une possibilité que le secteur privé ait des services qui ne sont pas disponibles dans le secteur public.

J'ai déjà parlé de l'éducation. L'idée, c'est d'avoir une politique sociale pour garantir que la mondialisation n'augmente pas les disparités sociales au Chili. C'est toujours notre *[inaudible]*. Dans cette optique, je crois qu'il existe un consensus politique, comme je l'ai dit à la fin de ma présentation, et un consensus avec les entrepreneurs et les travailleurs. Il y a des différences, des problèmes et des conflits, comme partout ailleurs, mais il s'agit de procéder sans être dogmatique. Quelques-uns luttent contre la mondialisation et d'autres ne croient qu'au libre-échange.

Dans ce domaine, nous sommes plus pragmatiques. Nous avons fait des changements substantiels à l'accord de Washington, imposé par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, que, de

nos jours, aucune personne intelligente dans le monde ne défend. Nous avons ouvert notre économie, mais nous n'ignorons pas le danger de cette ouverture. Il faut travailler avec un pragmatisme complémentaire, mais sans confrontation.

• (1300)

[Traduction]

Le président: Merci, monsieur André.

Merci beaucoup monsieur l'ambassadeur d'être venu. Merci de votre exposé et des renseignements que vous nous avez fournis en répondant à nos questions. Merci beaucoup. J'ai hâte de vous revoir à l'avenir.

J'aimerais aborder quelques points rapidement. La Conférence Board du Canada va comparaître jeudi pour parler d'une étude qu'il a terminée il y a un certain temps. Je vais publier un communiqué de presse à cet effet.

Nous nous étions mis d'accord pour inviter les membres du comité de l'industrie à se joindre à nous au cours de cette réunion. Alors, à moins que ne vous y opposiez, nous allons nous en tenir à notre décision.

Oui, monsieur Maloney.

M. John Maloney: Est-ce que la réunion durera plus longtemps à ce moment-là? Puisque nous allons rassembler deux comités, je me demandais ce qui se passerait pour les questions.

Le président: Non. Nous aurons deux réunions. Une ce jeudi-ci et une autre jeudi prochain pour entendre les témoins du Conférence Board.

M. John Maloney: D'accord; avec le comité de l'industrie, alors les deux.

Le président: Oui. Pour ce qui est des questions, nous pourrions y réfléchir avant la réunion. Bien entendu, nous voulons que la plupart des questions soient posées par les membres du comité du commerce international, mais les membres du comité de l'industrie pourraient également en poser.

Alors jeudi, ce sera...

M. Lui Temelkovski: Et le communiqué de presse?

Le président: Le greffier a le communiqué de presse ici, qui annonce que la réunion se tiendra.

M. Lui Temelkovski: D'accord, merci.

Le président: Très bien.

De nouveau, merci beaucoup, monsieur l'ambassadeur.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.